



HAL
open science

Loisirs et éthique du travail en Europe : un nouvel enjeu populiste ?

Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Gilles Ivaldi. Loisirs et éthique du travail en Europe : un nouvel enjeu populiste?. Pierre Bréchon. Les Européens et leurs valeurs. Entre individualisme et individualisation, Presses Universitaires de Grenoble/UGA éditions, pp.95-109, 2023, Libres cours Politiques, 9782706151620. halshs-04119673

HAL Id: halshs-04119673

<https://shs.hal.science/halshs-04119673>

Submitted on 6 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Loisirs et éthique du travail en Europe : un nouvel enjeu populiste ?

Gilles Ivaldi

Sciences Po, Centre de recherches politiques (CEVIPOF), CNRS, Paris, France

gilles.ivaldi@sciencespo.fr

Ce texte est la version *pre-print* du chapitre :

Ivaldi, Gilles (2023) Loisirs et éthique du travail en Europe : un nouvel enjeu populiste ? in Bréchon, Pierre (dir.) *Les Européens et leurs valeurs. Entre individualisme et individualisation*, Presses Universitaires de Grenoble/UGA éditions, Libres cours Politiques, juin, p.95-109

Introduction

La question du rapport au travail est une dimension essentielle de la réflexion proposée de longue date par Ronald Inglehart quant à l'essor de valeurs post-matérialistes comme phénomène central de la transformation des valeurs en Europe depuis les années 1960. Inglehart et Baker (2000) soulignent le passage progressif d'une vision traditionnelle du travail comme éthique du devoir, inscrit dans un système de valeurs de respect de l'autorité, à une conception expressive du travail comme vecteur d'épanouissement personnel, liée, elle, aux valeurs post-matérialistes.

De fait, le travail peut s'intégrer à la fois dans une vision matérialiste et postmatérialiste. Pour Tchernia (2005), par exemple : « Le travail est, en effet, tout à fait central dans une vision matérialiste de l'existence où chacun doit subvenir du mieux qu'il peut à ses besoins, mais il a un rôle également important à jouer dans une vision postmatérialiste puisqu'il peut être un lieu d'expression des potentialités de la personne » (p.205).

La question de l'éthique du travail et de la « méritabilité » (*deservingness*) est au cœur d'une importante littérature internationale consacrée à la reconfiguration contemporaine des enjeux socio-économiques et à l'intersection des valeurs économiques et morales dans l'explication des orientations politiques (Cavaillé et Trump 2015). Éthique du travail et méritabilité sont en particulier considérées comme des dimensions centrales de l'économie politique de la droite radicale populiste telle qu'incarnée en France notamment par le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen. La littérature récente a souligné les liens qui existent entre une vision « productiviste » de la société – fondée sur la défense des producteurs authentiques et laborieux face à la menace perçue de tous les « profiteurs », immigrés ou bénéficiaires des aides sociales – avec le vote en faveur des droites radicales populistes (Attewell 2021, Ivaldi et Mazzoleni 2019).

A partir des données des enquêtes Valeurs, ce chapitre propose d'examiner le rapport que les Européens entretiennent avec le travail et les loisirs depuis le début des années 1990. Dans une seconde partie, on traitera plus spécifiquement de la dimension morale du travail, du rôle que cet éthos du travail comme « devoir » joue dans l'univers normatif des Européens et l'orientation de leurs choix politiques, en particulier s'agissant du vote en faveur des droites radicales populistes.

1. Les Européens face au travail et aux loisirs

L'importance accordée par les Européens au travail et aux loisirs est mesurée depuis la première vague EVS au début des années 1980¹. On se limite ici à la période 1990-2017 qui permet une couverture géographique large de 34 pays.

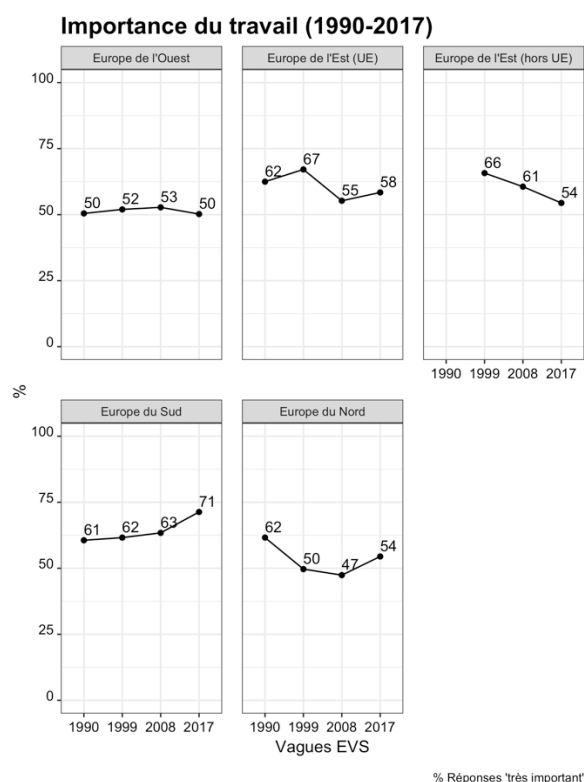
1. Tendances 1990-2017 et variations régionales

La Figure 1 ci-dessous montre l'évolution des opinions « très important » pour chacune des grandes régions couvertes par l'enquête.

¹ La question est la suivante : Pour chacune des choses suivantes, pouvez-vous me dire si, dans votre vie, cela est très important, assez important, peu important ou pas important du tout ?

Dans toutes les aires géographiques, le travail est considéré comme « très important » dans leur vie par une majorité de répondants. Les données régionales montrent une assez grande disparité des évolutions de la valeur travail depuis le début des années 1990. Cette dernière est restée stable autour de 50 % en Europe de l'ouest ; de l'autre côté de l'ancien rideau de fer, l'importance du travail a reculé depuis la fin des années 1990 passant d'environ deux-tiers à un peu plus de 50 % des enquêtés. On observe en revanche une croissance dans les pays d'Europe du Sud où l'importance accordée au travail culmine en 2017 à 71 % de réponses « très important ». En Europe du nord, enfin, la valeur travail réunit un peu plus de la moitié des répondants en 2017, en baisse par rapport au début des années 1990 (62 %).

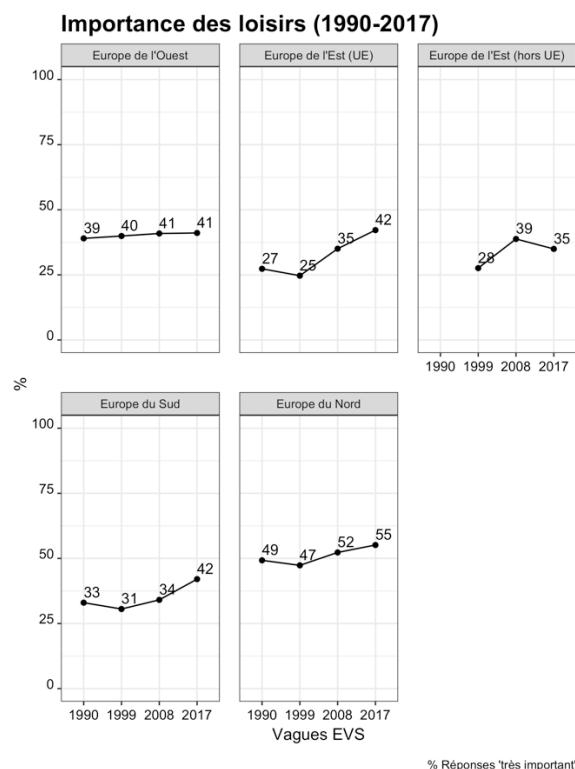
Figure 1. Importance accordée par les Européens au travail par région entre 1990 et 2017



Source : Enquêtes Valeurs Européennes (EVS), données pondérées selon les variables sociodémographiques et la taille des populations nationales.

L'importance accordée aux loisirs apparaît par contraste plus limitée (Cf. Figure 2) : en 2017, à l'exception des pays nordiques, les loisirs sont jugés « très importants » par environ 40 % des Européens ; seule l'Europe du nord se distingue avec 55 % d'opinions très positives, en légère progression depuis la fin des années 1990. En Europe de l'ouest, autour de 40 % des citoyens estiment que les loisirs sont « très importants » dans leur vie et cette proportion est comparable depuis le début des années 1990. L'importance attachée aux loisirs a augmenté en revanche en Europe du sud entre 1990 (33 %) et 2017 (42 %) et, de manière plus nette encore, en Europe de l'est, notamment dans les pays qui ont rejoint l'Union européenne depuis 2004 : l'importance des loisirs y est passée de 27 % en 1990 à 42 % en 2017.

Figure 2. Importance accordée par les Européens aux loisirs par région entre 1990 et 2017



Source : Enquêtes Valeurs Européennes (EVS), données pondérées selon les variables sociodémographiques et la taille des populations nationales.

Les niveaux régionaux masquent naturellement les variations qui peuvent exister au sein de chaque grand bloc géographique. Si l'on se concentre ici sur la dernière vague EVS réalisée en 2017, on observe des différences substantielles entre les pays. L'importance accordée au travail est particulièrement forte dans des pays tels que l'Albanie, le Monténégro, la Géorgie ainsi qu'en Europe du Sud, en Italie ou en Espagne où elle culmine à plus de 70 % de réponses « très important ». Le travail apparaît à l'inverse beaucoup moins valorisé dans des pays tels que le Danemark ou les Pays-Bas, à moins de 40 %. Avec 61 % de réponses « très important », la France se situe légèrement au-dessus de la moyenne européenne (56 %).

L'importance accordée au travail et aux loisirs recoupe, partiellement, le niveau de richesse des pays, rejoignant l'hypothèse formulée par Inglehart et Baker (2000), notamment, d'un lien entre développement économique et moindre valorisation du travail. Au niveau agrégé, on observe une corrélation négative significative ($r=-0,35$) entre le PIB par habitant en 2017 et le pourcentage d'individus qui considèrent que le travail est « très important »². Cette même corrélation est à l'inverse positive s'agissant des loisirs ($r=0,38$).

² Notons que cette corrélation est de -0,45 si l'on retire deux cas extrêmes que sont la Norvège et la Suisse.

2. Déterminants sociologiques

Au-delà des différences nationales, la valorisation du travail et des loisirs répond également à une logique socio-démographique : l'importance qui leur est conférée peut varier en fonction du profil sociologique des individus, de leur âge ou de leur statut professionnel. Les effets de ces différentes variables peuvent être mesurés « toutes choses égales par ailleurs » et en tenant compte des spécificités nationales.

A cet effet, on teste deux modèles de régressions logistiques multiples sur les données regroupées pour l'ensemble des pays présents dans la vague de 2017. Nos deux variables dépendantes sont l'importance accordée au travail et l'importance accordée aux loisirs. Dans les deux cas, on mesure l'importance de manière dichotomique en opposant la modalité « très important » à l'ensemble des trois autres réponses. De ce fait, on utilise dans l'ensemble des analyses des régressions logistiques binomiales ³.

L'importance accordée au travail répond en tout premier lieu à la situation des individus au regard de l'emploi. Le travail est beaucoup plus important pour les actifs, salariés à plein temps (64 %) ou travailleurs indépendants (65 %) ; seuls 49 % des retraités et 47 % des personnes au foyer estiment en revanche le travail comme « très important » dans leur vie, reflétant pour partie une situation « objective » au regard de la place qu'occupe effectivement le travail dans leur vie quotidienne. On observe également une différence significative pour les travailleurs à temps partiel avec 54 % de réponses « très important », qui occupent des positions plus exposées à la précarité et au chômage sur le marché du travail.

On note en outre une moindre importance accordée au travail chez les personnes déclarant avoir été « dépendante, à un moment ou un autre, des aides sociales au cours des cinq dernières années » (55 % contre 58 % dans le reste de la population).

En tenant compte de ces différences de statut, on observe également un écart de genre, avec une valorisation très légèrement plus forte chez les hommes (59 %) que chez les femmes (57 %), quel que soit l'âge, la situation professionnelle ou le diplôme. Si elles sont statistiquement significatives, ces différences restent, on le voit, relativement faibles.

Les résultats confirment que l'importance accordée au travail suit une logique générationnelle : son importance est plus marquée parmi les cohortes les plus âgées, génération « silencieuse » née avant la fin de la seconde guerre mondiale (60 %) et baby-boomers de l'après-guerre (59 %) ; elle décline chez les Milléniaux nés après 1981 et la Génération Y (54 % dans les deux cas), plus exposés aux effets du chômage et, pour les plus jeunes d'entre eux, à la précarité sur le marché du travail. Ici, on touche à la dimension du travail comme « valeur » avec une plus forte adhésion chez les générations les plus âgées.

Enfin, le niveau socio-professionnel tel que mesuré par l'ISEI ⁴ n'exerce pour sa part aucun effet significatif sur l'importance accordée au travail : cette dernière demeure indépendante du niveau culturel et professionnel des individus lorsque l'on prend simultanément en considération la cohorte de naissance.

³ Dans tous les modèles, on utilise des effets fixes par pays afin de contrôler les spécificités nationales. Pour le calcul des erreurs standards, on utilise un estimateur robuste clustérisé par pays.

⁴ L'indice socio-économique international du statut professionnel (ISEI) se réfère à la position sociale. Il s'agit d'un indicateur composite qui considère la profession couplée avec le niveau de diplôme et le revenu (Ganzeboom et Treiman 1996).

L'importance accordée aux loisirs répond pour partie à une logique de cycle de vie. Les loisirs sont particulièrement importants pour l'ensemble des actifs et chez les étudiants, autour de 42-45 %, moins en revanche pour les retraités (38 %) et les personnes au foyer (35 %). On ne note pas ici de différence entre les hommes et les femmes, ni pour ce qui concerne la dépendance aux aides sociales au cours des cinq dernières années.

Deux variables exercent également un effet significatif. Il s'agit en premier du niveau socio-professionnel des individus avec une augmentation de l'ordre de 5 points d'une extrémité à l'autre de l'échelle (de 39 à 44 %). En second lieu, l'importance accordée aux loisirs apparaît très fortement liée aux générations : chez les plus jeunes (Milléniaux et Génération Z) nés après 1981, les loisirs sont jugés « très importants » par 47 % des répondants ; cette proportion chute à 39 % pour les individus de la Génération X nés après 1965 et pour les baby-boomers. Au sein de la génération silencieuse née avant 1946, les loisirs ne recueillent que 34 % de réponses « très important ».

L'impact observable du niveau socio-professionnel et, surtout, des générations évoque une possible relation avec le développement des valeurs post-matérialistes. L'effet de l'indice de post-matérialisme tel que calculé traditionnellement dans les enquêtes Valeurs ⁵ demeure relativement marginal cependant lorsque l'on prend en considération l'effet conjoint des variables socio-démographiques. S'agissant du travail, il est considéré comme « très important » par 59 % des matérialistes et des « mixtes » contre 55 % pour les post-matérialistes ; les écarts sont de même amplitude s'agissant des loisirs : 40 % pour les matérialistes, 42 % pour les mixtes et 44 % pour les post-matérialistes.

Au final, on le constate, l'importance accordée par les individus au travail et aux loisirs répond principalement à des logiques de situation professionnelle –être actif ou pas– ou de cycle de vie, plus qu'à des systèmes de valeurs, tels que mesurés notamment par le post-matérialisme.

⁵ L'indice classique de post-matérialisme comprend trois catégories : matérialistes, post-matérialistes et mixtes.

2. Ethos du travail « devoir » et mérite

Les données EVS permettent d'aller plus loin dans l'examen de l'importance du travail comme « valeur » et des représentations sociales qui y sont attachées. Depuis 1999, une batterie de cinq questions est consacrée aux valeurs associées au travail, en termes d'éthique du travail comme devoir social, de mérite mais aussi comme moyen nécessaire de développement des capacités individuelles (Cf. Tableau 1).

Tableau 1. Affirmations relatives au travail dans les enquêtes Valeurs (1999-2017)

Pour développer pleinement ses capacités, il faut avoir un travail
C'est humiliant de recevoir de l'argent sans avoir à travailler pour ça
Les gens qui ne travaillent pas deviennent paresseux
Travailler est un devoir vis-à-vis de la société
Le travail devrait toujours passer en premier, même si cela veut dire moins de temps libre

Items présents dans les vagues 1999, 2008 et 2017

Les réponses sont mesurées sur une échelle en 5 positions : Tout à fait d'accord, Plutôt d'accord, Ni d'accord ni pas d'accord, Plutôt pas d'accord et Pas du tout d'accord

Une analyse en composantes principales sur l'ensemble des pays regroupés pour les trois vagues disponibles (1999, 2008 et 2017) montre que ces items sont corrélés entre eux et forment une dimension unique, qui rend compte de près de la moitié (47 %) de la variance totale. A la lumière de ces corrélations, on peut combiner ces différents indicateurs dans une même échelle d'éthique du travail en calculant le score moyen pour chaque répondant de l'enquête ⁶.

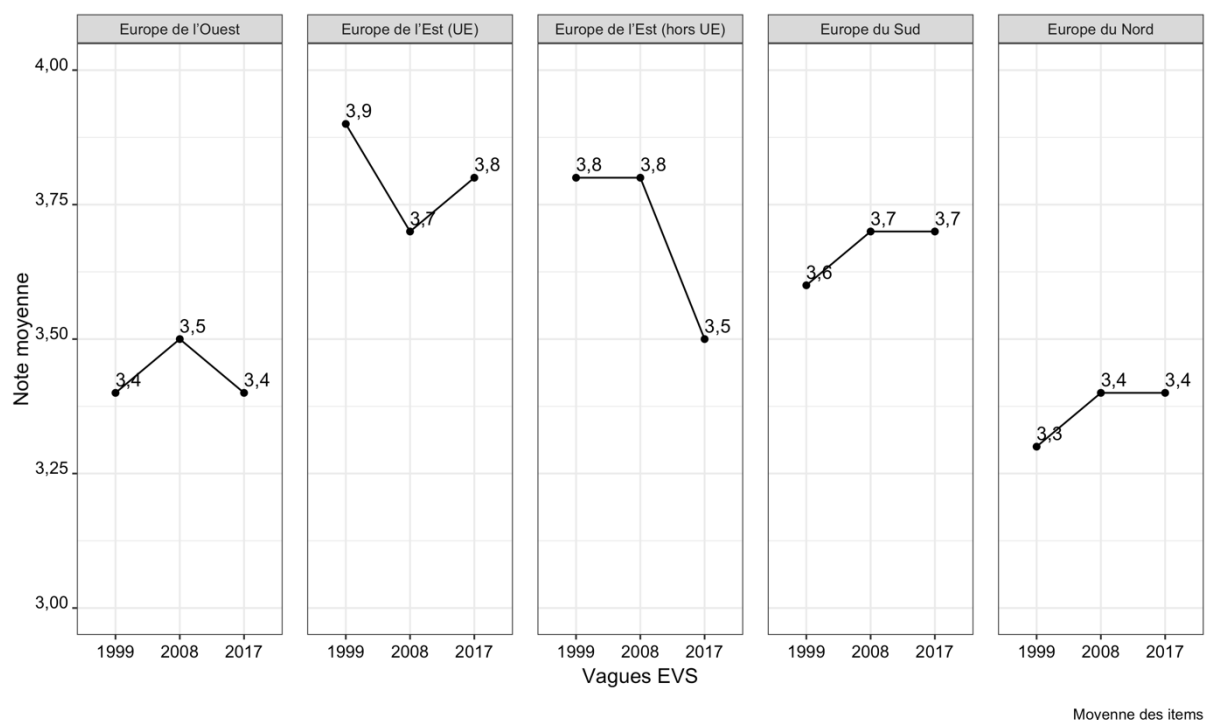
1. Éthique du travail en Europe : quelles tendances 1999-2017 ?

On observe des niveaux et des tendances différentes sur l'échelle d'éthique du travail selon les grandes aires géographiques depuis la fin des années 1990 (Cf. Figure 3).

Sur l'ensemble de la période 1999-2017, l'éthique du travail apparaît plus fortement valorisée en Europe orientale et dans les pays du Sud ; elle est comparativement plus faible en revanche en Europe de l'Ouest et dans les pays nordiques. S'il est difficile de distinguer des tendances nettes parmi les principales régions du continent européen, l'éthique du travail a surtout reculé en Europe de l'Est, notamment hors des frontières de l'Union européenne.

⁶ L'Alpha de Cronbach pour l'échelle vaut 0,7 ce qui est généralement retenu comme un niveau acceptable. L'échelle ainsi construite va de 1 (très faible éthique du travail) à 5 (très forte éthique du travail).

Figure 3. Éthique du travail par région – 1999-2017

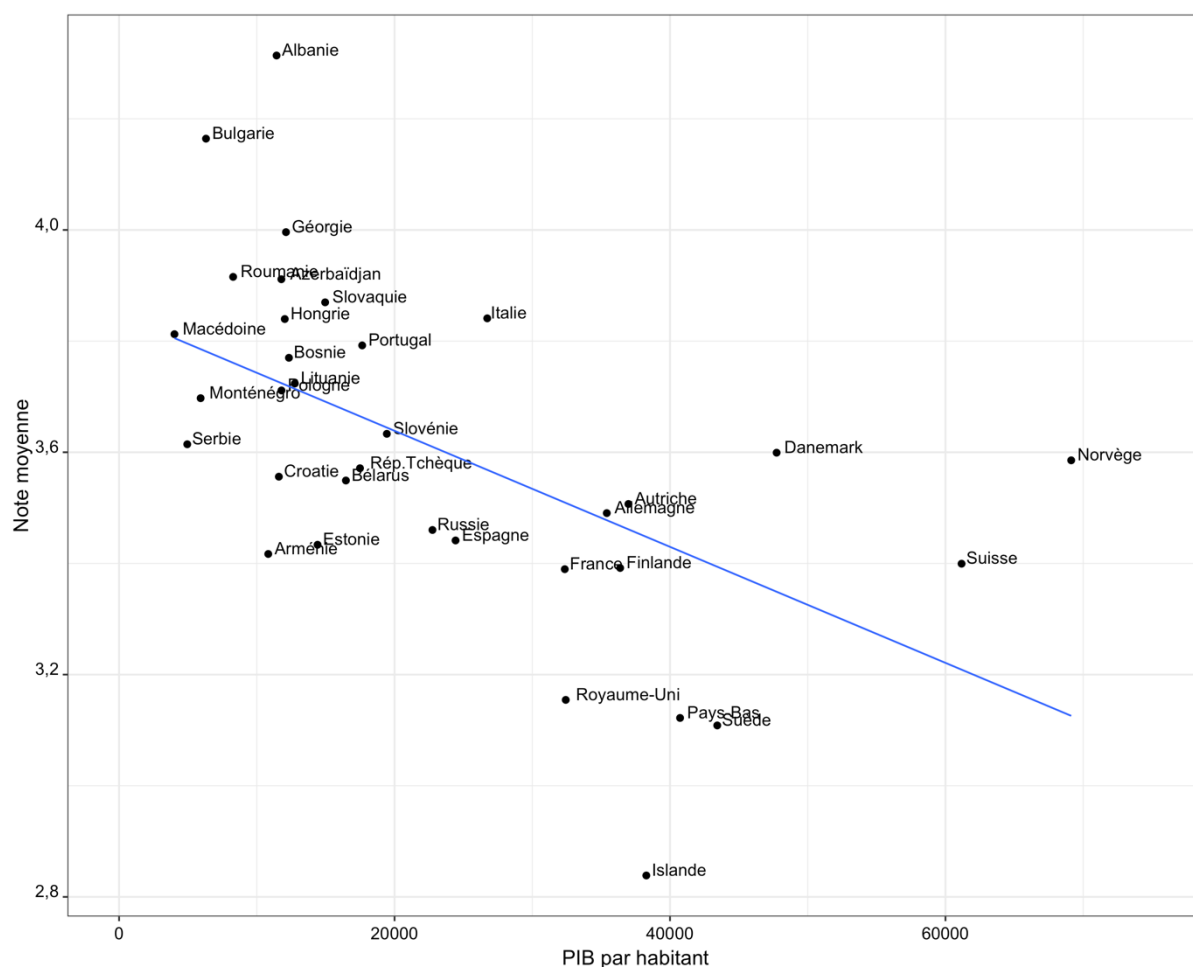


Source : Enquêtes Valeurs Européennes (EVS), données pondérées selon les variables sociodémographiques et la taille des populations nationales.

Ici encore, on note des différences significatives entre les pays. L'éthique du travail apparaît plus fortement valorisée dans des pays tels que l'Albanie, la Bulgarie, la Géorgie, la Roumanie, l'Azerbaïdjan, la Slovaquie ou la Hongrie. Elle est comparativement plus faible en revanche dans plusieurs grands pays d'Europe de l'ouest –Allemagne, France ou Grande-Bretagne ainsi que dans certains pays nordiques tels que l'Islande, la Suède ou la Finlande.

L'hypothèse de l'impact du développement économique mérite d'être une nouvelle fois envisagée. Au niveau agrégé, le croisement entre les scores nationaux moyens sur l'échelle d'éthique du travail et le PIB par habitant montre qu'il existe une forte corrélation négative ($r=-0,56$) entre la richesse nationale et la valorisation d'un éthos du travail comme devoir, confirmant le lien entre la valorisation du travail comme éthique du devoir social et le plus faible niveau de richesse des pays (Cf. Figure 4).

Figure 4. Corrélation entre niveau de richesse des pays et éthique du travail



Source : Enquêtes Valeurs Européennes (EVS), données pondérées selon les variables sociodémographiques dans chacun des pays. Score moyen sur l'échelle d'éthique du travail. PIB par habitants en Euros en 2017, sources : Eurostats et World Bank

2. Ethique du travail : logiques sociologiques et culturelles

Derrière le lien qui se dessine entre éthique du travail et développement économique, on peut discerner l'impact des facteurs socio-démographiques et culturels dans la structuration des attitudes. On procède à une analyse multivariée qui permet de tester l'effet des différentes variables de profil sociologique et des valeurs post-matérialistes sur l'éthique du travail ⁷.

Les résultats font apparaître des différences significatives sur l'ensemble des variables socio-démographiques, en contrôlant dans tous les cas l'effet des valeurs post-matérialistes, de l'ensemble des autres caractéristiques sociologiques et tenant compte également des disparités entre les pays. Le genre exerce un effet substantiel : l'éthique du travail apparaît ainsi plus prononcée chez les hommes que chez les femmes. On observe également des variations

⁷ On teste ici un modèle de régression linéaire multiple sur les données regroupées pour l'ensemble des pays présents dans la vague de 2017, pour l'échelle d'éthique du travail. On utilise des effets fixes par pays afin de contrôler les spécificités nationales. Pour le calcul des erreurs standards, on utilise un estimateur robuste clustérisé par pays.

notables selon les générations, avec des niveaux d'accord beaucoup plus élevés chez les générations les plus âgées—silencieuse, boomers et Génération X— et une décroissance au fil des générations⁸. Cet effet générationnel est également associé à celui du niveau social tel que mesuré par l'ISEI : l'éthique du travail est plus forte chez les individus les plus bas sur l'indice composite, quelle que soit leur cohorte de naissance ou leur genre.

Le statut conduit à isoler trois groupes de répondants : l'éthique du travail est plus forte en comparaison chez les retraités, en lien avec les observations précédentes liées à l'effet de génération. Ces derniers se distinguent de manière significative de l'ensemble des autres groupes. Les actifs, salariés et travailleurs indépendants, ont un niveau moyen sur l'échelle d'éthique du travail. On observe des niveaux plus bas pour l'ensemble des autres catégories : étudiants, femmes au foyer ou personnes à la recherche d'un emploi.

La dépendance aux aides sociales distingue également de manière significative les répondants : l'éthique du travail est moins prononcée chez les personnes qui disent avoir eu recours aux aides sociales dans un passé récent, les différences demeurant cependant de plus faible amplitude.

Enfin, l'introduction de l'indice de post-matérialisme atteste du rôle que ces valeurs peuvent jouer dans la conception du travail comme « devoir », associée aux valeurs de mérite et d'effort. Cette conception est plus largement partagée par les matérialistes et, dans une moindre mesure, les répondants qui présentent un profil mixte ; beaucoup moins en revanche par les post-matérialistes quand bien même ces derniers demeurent moins nombreux. Dans tous les cas, ces différences sont substantielles.

3. Ethos du travail et orientation politique

Parce qu'elles s'intègrent à un système plus large de valeurs et de normes, les attitudes relatives à l'éthique du travail peuvent être reliées à l'orientation politique des individus et à leurs préférences partisanes. Des travaux empiriques récents suggèrent que l'éthique du travail, et les notions de « mérite » et « d'effort » qui y sont associées, constituent des facteurs significatifs des comportements politiques et, singulièrement, du vote en faveur de partis de droite radicale populiste tels que le Rassemblement National, la *Lega* en Italie ou le PVV néerlandais (Rathgeb 2020, Attewell 2021).

L'enquête EVS de 2017 nous offre l'opportunité de mesurer l'effet que produit l'éthique du travail sur les préférences politiques des Européens. La question est formulée ainsi : « De quel parti politique vous sentez-vous le plus proche ? ». On fournit à l'enquêté une liste des principaux partis nationaux. A partir de cette question, on peut identifier 53 partis assimilables à la droite radicale populiste, répartis dans 31 des 34 pays présents dans la dernière vague EVS⁹.

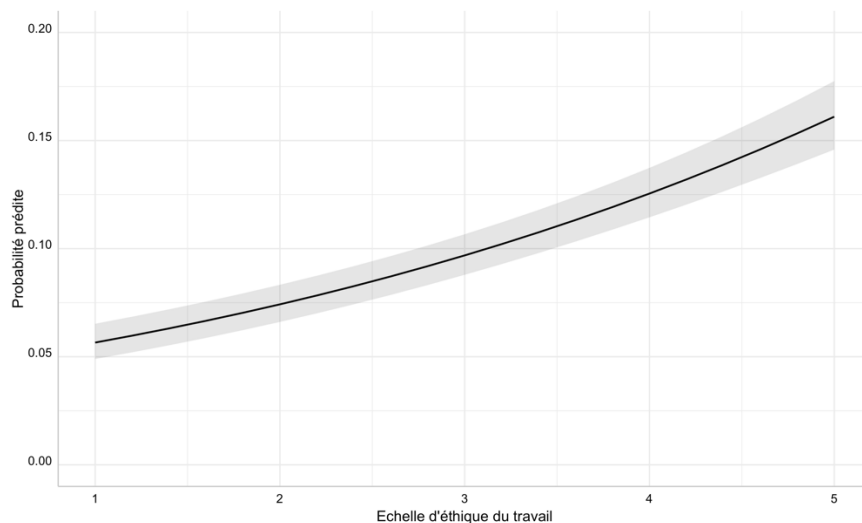
⁸ Notons cependant que les deux générations les plus jeunes, Générations Y (Milléniaux) et Z, nées après 1981, ont des niveaux comparables.

⁹ Trois pays sont exclus du fait de l'absence et/ou de la faiblesse des effectifs pour le ou les partis de droite radicale populiste : l'Albanie, l'Azerbaïdjan et l'Espagne.

Pour établir un éventuel effet de l'éthique du travail sur la proximité avec un parti de droite radicale populiste, on teste un modèle logistique en contrastant deux catégories de répondants : d'une part, ceux qui se disent proches d'un parti de ce type ; de l'autre, ceux qui se disent proches d'un autre parti ¹⁰. L'effet de l'éthique du travail est contrôlé par l'ensemble des variables socio-démographiques précédentes. Par ailleurs, on ajoute deux variables attitudinales qui représentent traditionnellement des prédicteurs forts du soutien en faveur de ce type de partis, à savoir les attitudes face à l'immigration et le soutien à la peine de mort ¹¹.

Les résultats du modèle confirment globalement ce que l'on sait de la sociologie du soutien en faveur des partis de droite radicale populiste, s'agissant en particulier du niveau social : la probabilité de se tourner vers une de ces formations diminue à mesure que s'élève le niveau social des individus. On retrouve également sans surprise l'effet des attitudes à l'égard de l'immigration : les individus qui ont une vision positive de l'immigration sont, toutes choses égales par ailleurs, beaucoup moins enclins à se tourner vers un mouvement de droite radicale populiste : de 5 % pour ceux qui pensent que l'immigration a un impact positif contre plus de 20 % chez ceux qui considèrent au contraire l'immigration comme négative. L'effet du soutien à la peine de mort apparaît, en revanche, beaucoup plus modeste.

Figure 5. Probabilités prédites de proximité partisane avec la droite radicale populiste selon la position individuelle sur l'échelle d'éthique du travail



Source : Enquêtes Valeurs Européennes (EVS), vague 2017. Modèle avec contrôles socio-démographiques et attitudes à l'égard de l'immigration et de la peine de mort.

Conformément aux observations faites dans la littérature récente, la valorisation morale et normative du travail comme « devoir » exerce un effet statistiquement significatif et substantiel sur la probabilité de voter pour un parti de droite radicale populiste en Europe :

¹⁰ On teste ici un modèle de régression logistique multiple sur les données regroupées pour l'ensemble des 31 pays en 2017, avec effets fixes par pays et erreurs standards robustes clustérisées par pays. Les partis de droite populiste regroupent au total 6 707 répondants sur un total de 40 785 individus ayant déclaré une proximité partisane ; les non-réponses (N=15 706) sont exclues de l'analyse.

¹¹ Il s'agit d'une question concernant « l'impact positif des immigrés sur le développement de la France » (sur une échelle en 5 positions) et d'une question concernant le caractère « justifié » ou non de la peine de mort (sur une échelle en 10 positions).

cette probabilité augmente de manière presque linéaire et passe d'un peu moins de 6 % chez les individus qui sont au plus bas de l'échelle d'éthique du travail à 16 % chez ceux qui ont au contraire le score le plus élevé sur cette échelle (Cf. Figure 5). Cet effet apparaît par ailleurs relativement comparable dans l'ensemble des pays européens, nonobstant les différences régionales et les cultures nationales spécifiques ¹².

Conclusion

L'examen du rapport qu'entretiennent les Européens avec le travail depuis le début des années 1990 montre des évolutions variables selon les principales aires géographiques et, au sein de ces grands ensembles, en fonction des cultures nationales spécifiques.

A la lumière de nos données, l'importance accordée par les individus au travail et aux loisirs répond pour l'essentiel à des logiques de situation professionnelle ou de cycle de vie. L'importance accordée au travail est plus marquée chez les actifs, beaucoup moins chez les individus hors du marché du travail. Les loisirs sont, pour leur part, particulièrement importants pour l'ensemble des actifs et chez les étudiants.

On discerne par ailleurs des effets générationnels : la valeur travail domine encore parmi les cohortes les plus âgées. Une césure semble s'opérer chez les individus nés après 1980, plus exposés aux effets de la crise et du chômage et, pour les plus jeunes d'entre eux, à la précarité croissante sur le marché du travail. L'importance accordée aux loisirs répond, elle, à une double logique culturelle et générationnelle. Ce sont avant tout les individus les plus diplômés dans les strates socio-professionnelles les plus élevées, et parmi les cohortes les plus jeunes – Milléniaux et Génération Z nés après 1981 – qui accordent la plus grande importance aux loisirs.

Dans les deux cas, ces attitudes ne sont, cependant, que faiblement liées aux valeurs post-matérialistes telles qu'il est possible de les mesurer dans les enquêtes Valeurs. Cet effet modeste corrobore les observations faites, notamment, par Tchernia (2005), s'agissant d'une valeur travail qui viendrait s'inscrire à la fois dans une vision matérialiste et dans une vision postmatérialiste. Pour partie, ces résultats renvoient également à un élément relativement « objectif » quant à la place que le travail ou les loisirs occupent de manière concrète dans la vie quotidienne des Européens.

L'ancrage des représentations sociales du travail dans des ensembles de valeurs plus « épais » est, en revanche, perceptible dans l'éthique du travail, dont on a vu qu'elle continue de structurer plus profondément l'univers normatif des Européens.

Au niveau agrégé, la valorisation d'un éthos du travail comme devoir demeure négativement corrélée avec le niveau de développement économique des pays ; elle est plus faible dans les nations européennes les plus riches. De manière intéressante, toutefois, c'est tout particulièrement dans ces dernières que la vision morale du travail a progressé entre 1999 et 2017 au sud, à l'ouest et au nord de l'Europe, beaucoup moins dans les pays moins avancés d'Europe orientale où elle reste par ailleurs tendanciellement plus élevée.

¹² Rappelons que cet effet s'exerce en contrôlant l'ensemble des caractéristiques sociologiques des individus et leurs attitudes à l'égard de l'immigration ou de la peine de mort.

Au plan individuel, cette vision morale du travail répond à de fortes logiques culturelles et générationnelles : elle demeure plus ancrée chez les individus de plus faible capital éducatif et professionnel, et chez les générations les plus âgées –silencieuse, boomers et Génération X. Ici le lien avec les valeurs matérialistes est plus visible, qui témoigne de l'inscription d'une conception morale du travail dans des systèmes plus denses de valeurs et de normes.

Enfin, les attitudes relatives à l'éthique du travail « devoir » sont connectées à l'orientation politique des individus. En particulier, l'éthique du travail exerce un effet significatif et substantiel sur la proximité des individus avec un parti de droite radicale populiste en Europe, indépendamment de leur profil sociologique et de leurs attitudes socio-culturelles.

Bien que partiels, nos résultats éclairent, de manière indirecte, la jonction qui s'opère entre les valeurs économiques et les valeurs morales dont des travaux antérieurs ont montré qu'elles exercent des effets conjoints sur l'orientation politique des individus (Dargent 2006). Le populisme contemporain viendrait ainsi s'insinuer à la confluence de deux espaces de valeurs, à l'intersection de l'économique et du culturel, des enjeux socio-économiques relatifs à la redistribution et aux inégalités, et des valeurs morales telles que l'éthique du travail ou le mérite. Dans sa forme radicale, portée par les partis de droite populiste en Europe ou aux États-Unis, cette combinaison de valeurs s'exprime dans une vision « producériste » de la société, opposants les producteurs « vertueux », méritants et laborieux à tous les « profiteurs » situés au bas de l'échelle, qu'il s'agisse des immigrés ou des bénéficiaires de l'État-providence (Ivaldi et Mazzoleni 2019).

Cette jonction dessine un modèle spécifique d'articulation des conceptions de la solidarité nationale et de l'éthique de la responsabilité. Ce modèle est particulièrement utile si l'on veut tenter de comprendre aujourd'hui l'essor des populismes de droite radicale et leur force d'attraction auprès de classes moyennes bousculées par la Grande Récession de 2008, attachées à la fois à un partage solidaire des ressources sociales et à un idéal d'ascension sociale fondé sur l'effort et le mérite, menacé par la perspective du déclassement. Comme le note Damon (2019), ce contexte d'incertitude croissante « s'accompagne de l'affirmation de nouvelles formes de nationalisme, d'isolationnisme, de populisme et de protectionnisme. Les sentiments accrus de vulnérabilité, d'incertitude et d'anxiété se traduisent par une plus forte défiance vis-à-vis de la mondialisation et des institutions publiques » (p.45/46).

Au travers, donc, de la réaffirmation par les individus des normes sociales attachées à la valeur travail, on discerne ce qui pourrait constituer à l'avenir un enjeu politique majeur relatif à la redistribution de la richesse et à la solidarité nationale, adossé à un ensemble de valeurs morales. Sous l'angle de l'offre politique, le « producérisme » des droites radicales populistes semble aujourd'hui en mesure de façonner une réponse à la fois économique et morale aux anxiétés et insécurités qui travaillent en profondeur des classes moyennes « sous tension », déstabilisées par les processus de globalisation, de modernisation et les multiples transformations à l'œuvre dans la société salariale contemporaine.

Références

- Attewell, D. (2021) Deservingness perceptions, welfare state support and vote choice in Western Europe, *West European Politics*, 44:3, 611-634
- Cavaillé, C. and K.-S. Trump (2015) The Two Facets of Social Policy Preferences, *The Journal of Politics*, 77(1), 146–60
- Damon, J. (2019). La dynamique des classes moyennes: Déclin au Nord, essor au Sud. *Futuribles*, 432, 33-47.
- Dargent, C. (2006). Attitudes morales, attitudes économiques et orientation politique en Europe. *Revue française de sociologie*, vol. 47(4), 785-816.
- Ganzeboom, H. B.G. and D. J. Treiman (1996) Internationally Comparable Measures of Occupational Status for the 1988 International Standard Classification of Occupations, *Social Science Research*, 25, pp. 201-239
- Inglehart R. and W. E. Baker (2000), « Modernization, cultural change, and the persistence of traditional value ? » *American Sociological Review*, vol. 65, n° 1, pp. 19-51.
- Ivaldi, Gilles and Mazzoleni, Oscar (2019) Economic Populism and Producerism: European Right-Wing Populist Parties in a Transatlantic Perspective, *Populism*, 2(1), p.1-28
- Rathgeb, P. (2021) Makers against takers: the socio-economic ideology and policy of the Austrian Freedom Party, *West European Politics*, 44:3, 635-660
- Tchernia, J. (2005). 7. Les jeunes Européens, leur rapport au travail. Dans : Olivier Galland éd., *Les jeunes Européens et leurs valeurs* (pp. 205-227). Paris: La Découverte.